

Art. 2. In artikel 16 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid worden de woorden "in de artikelen 5, § 2, 6, 10 en 14" vervangen door de woorden "in de artikelen 5, §2, 6, 10, 14, 15*quater* en 15*sexies*. »

2° Het eerste lid wordt aangevuld met het volgende lid :

« Het bedrag van de geactiveerde maatschappelijke steun bedoeld in artikel 15*sexies* mag niet worden toegekend voor de perioden waarvoor geen enkel loon verschuldigd is aan de werknemer. »

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 oktober 2000, uitgezonderd de bepaling van artikel 2, 1°, wat betreft de invoeging van de verwijzing dat artikel 16, eerste lid, maakt naar artikel 15*quater*, die uitwerking heeft op 1 september 2000.

Art. 4. Onze Minister van Werkgelegenheid en Onze Minister van Maatschappelijke Integratie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Ciergnon, 28 september 2000.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werkgelegenheid,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Maatschappelijke Integratie,
J. VANDE LANOTTE

Art. 2. A l'article 16 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'alinéa 1^{er}, les mots "aux articles 5, §2, 6, 10 et 14" sont remplacés par les mots "aux articles 5, § 2, 6, 10, 14, 15*quater* et 15*sexies*. »

2° L'alinéa 1^{er} est complété par l'alinéa suivant :

« Le montant de l'aide sociale activée visé à l'article 15*sexies* ne peut être octroyé pour les périodes pour lesquelles aucun salaire n'est dû au travailleur. »

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} octobre 2000, excepté la disposition de l'article 2, 1°, en ce qui concerne l'insertion de la référence que l'article 16, alinéa 1^{er}, fait à l'article 15*quater* laquelle produit ses effets le 1^{er} septembre 2000.

Art. 4. Notre Ministre de l'Emploi et Notre Ministre de l'Intégration sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Ciergnon, le 28 septembre 2000.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Intégration sociale,
J. VANDE LANOTTE

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN, VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU EN MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

[C - 2000/12672]

25 SEPTEMBER 2000. — Koninklijk besluit tot uitvoering van de artikelen 188, tweede lid en 194, § 1, tweede lid van de wet van 12 augustus 2000 houdende sociale, budgettaire en andere bepalingen en van artikel 7, § 1, derde lid, m, van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders (1).

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 12 augustus 2000 houdende sociale, budgettaire en andere bepalingen, inzonderheid op de artikelen 188, tweede lid en 194, § 1, tweede lid;

Gelet op de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de sociale zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 7, § 1, derde lid, m, ingevoegd bij koninklijk besluit van 14 november 1996;

Gelet op de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut voor sociale zekerheid en sociale voorzorg, inzonderheid op artikel 15;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen door de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat, aangezien dat de bepalingen van hoofdstuk XI van de voornoemde wet van 12 augustus 2000, die betrekking hebben op de terbeschikkingstelling van moeilijk te plaatsen werknemers met het oog op hun herinschakeling op de arbeidsmarkt en op de organisatie van een invoeginterim, op grond van artikel 195, eerste lid, van dezelfde wet in werking treden op 1 oktober 2000, de doelgroep voor de toepassing van deze maatregelen onverwijld moet worden vastgesteld en de instanties, instellingen en organismen belast met de uitvoering van deze maatregelen tijdig hiervan op de hoogte moeten worden gebracht teneinde de nodige praktische voorbereidingen te

MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES, DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT ET MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

[C - 2000/12672]

25 SEPTEMBRE 2000. — Arrêté royal pris en exécution des articles 188, alinéa 2 et 194, § 1^{er}, alinéa 2 de la loi du 12 août 2000 portant des dispositions sociales, budgétaires et diverses et de l'article 7, § 1^{er}, alinéa 3, m, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 12 août 2000 portant des dispositions sociales, budgétaires et diverses, notamment les articles 188, alinéa 2 et 194, § 1^{er}, alinéa 2;

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 7, § 1^{er}, alinéa 3, m, inséré par l'arrêté royal du 14 novembre 1996;

Vu la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale, notamment l'article 15;

Vu l'urgence;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que les dispositions du chapitre XI de la loi susmentionnée du 12 août 2000, se rapportant à la mise de travailleurs difficiles à placer à la disposition d'utilisateurs en vue de leur réinsertion dans le marché, du travail et organisant un intérim de réinsertion, entrent en vigueur le 1^{er} octobre 2000 sur base de l'article 195, premier alinéa, de la même loi, il convient de fixer immédiatement le public cible pour l'application de cette réglementation, et d'en informer sans tarder les instances, institutions et organismes chargés de l'exécution de cette réglementation afin qu'ils puissent réaliser la préparation pratique nécessaire;

kunnen treffen;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et de Notre Ministre du Budget, de l'Intégration sociale et de l'Economie sociale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Pour l'application des articles 188 et 194, § 1, la loi du 12 août 2000 portant des dispositions sociales, budgétaires et diverses, il faut entendre par :

A. demandeur d'emploi inoccupé de longue durée :

1° le chômeur complet indemnisé qui, au moment de l'engagement, bénéficie sans interruption d'allocations de chômage ou d'attente dans le régime d'indemnisation prévu à l'article 100 ou 103 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage depuis au moins :

a) vingt-quatre mois calendrier ininterrompus s'il n'a pas atteint l'âge de 45 ans;

b) six mois calendrier ininterrompus s'il a atteint l'âge de 45 ans;

2° les demandeurs d'emploi inoccupés dont le droit aux allocations a été suspendu pour chômage de longue durée en vertu des dispositions du chapitre III, section 8, de l'arrêté royal précité du 25 novembre 1991 ou sur base de l'article 143 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage;

3° les personnes désirant s'insérer ou se réinsérer sur le marché du travail, et qui remplissent simultanément les conditions suivantes :

a) ils apportent la preuve qu'ils ont, à un certain moment au cours de leur carrière professionnelle, presté 312 journées de travail ou journées assimilées dans le sens de la réglementation chômage au cours d'une période de dix-huit mois, ou qu'ils ont bénéficié d'au moins une allocation de chômage sur base des prestations de travail, en dehors de la période visée sous b);

b) au moment de l'engagement, ils n'ont pas bénéficié d'allocations de chômage, ni effectué des prestations de travail comme salarié ou indépendant pendant une période de vingt-quatre mois sans interruption;

c) au moment de l'engagement, ils sont inscrits comme demandeurs d'emploi;

B. bénéficiaire du minimum de moyens d'existence : la personne est, au moment de l'engagement, ou a été, dans les 40 jours qui précèdent son engagement :

- soit bénéficiaire du droit au minimum de moyens d'existence institué par la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence;

- soit occupée dans les liens d'un contrat de travail en application de l'article 60, § 7 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale;

C. bénéficiaire de l'aide sociale financière : la personne qui remplit les conditions suivantes au moment de l'engagement ou dans les 40 jours qui précèdent son engagement :

1° la personne n'a pas droit au minimum de moyens d'existence en raison de sa nationalité;

2° la personne perçoit une aide sociale financière à charge d'un CPAS;

3° la personne est inscrite au registre de la population.

Art. 2. Pour l'application de l'article 1^{er}, A, 1° sont assimilées à une période de chômage complet indemnisé :

1° les périodes qui ont donné lieu au paiement d'une allocation en application des dispositions légales ou réglementaires relatives à l'assurance maladie-invalidité obligatoire ou relatives à l'assurance maternité, situées dans une période de chômage complet;

2° les périodes de détention ou d'emprisonnement situées dans une période de chômage complet;

3° les périodes pendant lesquelles le chômeur a bénéficié d'une allocation accordée en vertu de l'article 7, § 1^{er}, alinéa 3, m, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs et ses arrêtés d'exécution;

4° les périodes d'occupation en application de l'article 60, § 7, de la loi organique du 8 juillet 1976 sur les centres publics d'aide sociale, ainsi que les périodes de bénéfice du minimum de moyens d'existence ou les périodes y assimilées qui précèdent immédiatement cette occupation en application de l'article 60, § 7 précité;

Op de voordracht van Onze Minister van Werkgelegenheid en van Onze Minister van Begroting, Maatschappelijke Intergratie en Sociale Economie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van de artikelen 188 en 194, § 1, de wet van 12 augustus 2000 houdende sociale, budgettaire en andere bepalingen wordt verstaan onder :

A. langdurig niet-werkende werkzoekende :

1° de uitkeringsgerechtigde volledig werkloze die op het ogenblik van de indienstneming zonder onderbreking werkloosheids- of wachtuitkeringen geniet volgens het uitkeringsstelsel voorzien in artikel 100 of 103 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, sinds ten minste :

a) vierentwintig kalendermaanden indien hij de leeftijd van 45 jaar niet heeft bereikt;

b) zes kalendermaanden indien hij de leeftijd van 45 jaar wel heeft bereikt;

2° de niet-werkende werkzoekenden waarvan het recht op uitkering wegens langdurige werkloosheid geschorst werd krachtens de bepalingen van hoofdstuk III, afdeling 8 van het voornoemd koninklijk besluit van 25 november 1991 of op basis van artikel 143 van het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende arbeidsvoorziening en werkloosheid;

3° de personen die zich wensen in te schakelen of terug in te schakelen op de arbeidsmarkt en tegelijkertijd aan de volgende voorwaarden voldoen :

a) zij leveren het bewijs af dat zij op een bepaald ogenblik gedurende hun beroepsloopbaan 312 arbeidsdagen of daaraan gelijkgestelde dagen in de zin van de werkloosheidsreglementering gepresteerd hebben gedurende een periode van achttien maanden, ofwel tonen zij aan dat zij minstens één werkloosheidsuitkering genoten hebben op basis van arbeidsprestaties, buiten de periode bedoeld in b);

b) op het ogenblik van de indienstneming hebben zij gedurende een periode van minstens vierentwintig maanden zonder onderbreking geen werkloosheidsuitkeringen genoten en geen arbeidsprestaties geleverd als loontrekkende of zelfstandige;

c) zij zijn op het ogenblik van de indienstneming ingeschreven als werkzoekende;

B. bestaansminimumtrekker : de persoon is, op het ogenblik van de indienstneming, of was, binnen de 40 dagen die zijn indienstneming voorafgaan :

- hetzij begunstigde van het recht op een bestaansminimum zoals ingesteld bij de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van een recht op een bestaansminimum;

- hetzij tewerkgesteld in het kader van een arbeidsovereenkomst in toepassing van artikel 60, § 7 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

C. gerechtigde van de financiële sociale bijstand : de persoon die, op het ogenblik van de indienstneming of binnen de 40 dagen die aan zijn indienstneming voorafgaan, aan de volgende voorwaarden voldoet :

1° de persoon heeft geen recht op het bestaansminimum op grond van zijn nationaliteit;

2° de persoon ontvangt financiële steun ten laste van een OCMW;

3° de persoon is ingeschreven in het bevolkingsregister.

Art. 2. Worden voor de toepassing van artikel 1, A, 1° gelijkgesteld met een periode van volledig vergoede werkloosheid :

1° de periodes die aanleiding hebben gegeven tot betaling van een uitkering bij toepassing van wets- of reglementsbevestigingen inzake verplichte verzekering tegen ziekte- of invaliditeit of inzake moederschapsverzekering, gelegen in een periode van volledige werkloosheid;

2° de periodes van hechtenis of gevangenzetting, gelegen in een periode van volledige werkloosheid;

3° de periodes gedurende welke de werkloze heeft genoten van een uitkering die werd toegekend krachtens artikel 7, § 1, derde lid, m, van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de sociale zekerheid der arbeiders en zijn uitvoeringsbesluiten;

4° de periodes van tewerkstelling in toepassing van artikel 60, § 7, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, alsmede de periodes van gerechtigde op het bestaansminimum of de ermee gelijkgestelde periodes die deze periode van tewerkstelling in toepassing van voormeld artikel 60, § 7 onmiddellijk voorafgaan;

5° les autres événements interruptifs, y compris les périodes de travail à temps partiel, d'une durée de moins de trois mois calendrier complets. Toutefois, lorsque l'événement interruptif est seulement et complètement dû à l'occupation sous contrat de travail dans le cadre du régime des contractuels subventionnés, la durée de l'interruption peut s'élever à maximum six mois calendrier complets.

Art. 3. Le travailleur visé à l'article 1, A, 1° du présent arrêté, a droit, par dérogation à l'article 44 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, pendant son occupation dans le cadre et selon les conditions du présent arrêté, à une allocation d'insertion de 22.000 francs par mois calendrier. Le montant de l'allocation est toutefois limité au salaire net auquel le travailleur a droit pour le mois concerné, si le salaire net s'élève à moins de 22.000 francs.

L'allocation d'insertion est considérée comme une allocation telle que visée à l'article 7, § 1^{er}, alinéa 3, m, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs et est, pour l'application de l'article 78sexies de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 précité, traitée comme l'allocation d'embauche.

L'allocation d'insertion n'est octroyée que lorsque les conditions suivantes sont simultanément remplies :

1° afin d'obtenir l'allocation d'insertion, le travailleur introduit auprès de son organisme de paiement, au début de l'occupation, un exemplaire du contrat de travail accompagné de l'attestation délivrée par le bureau du chômage, et, durant l'occupation, il remet pour chaque mois le « certificat d'allocation » rempli par l'employeur;

2° le contrat de travail visé au 1° prévoit des dispositions dont il ressort que l'employeur a reçu une attestation, délivrée par le bureau du chômage de l'Office national de l'Emploi, dans laquelle il est attesté que le travailleur remplit les conditions pour pouvoir bénéficier d'une allocation d'insertion et que le salaire net à payer par l'employeur est obtenu en déduisant l'allocation d'insertion du salaire net normal pour le mois concerné.

Le travailleur tombe sous l'application de l'article 78quinquies, alinéas 2 et 3 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 précité et il est, pour l'application des articles 78sexies, 81, alinéa 6, 83, § 3, 133, § 1, 13°, 138 et 144, § 2, 6° en 7° du même arrêté assimilé au travailleur bénéficiant de l'allocation d'embauche. L'occupation est, pour l'application du présent arrêté, considérée comme un programme de réinsertion.

L'employeur délivre d'initiative au travailleur qui prétend à l'allocation d'insertion, après la fin de chaque mois, un « certificat d'allocation » qui, pour l'application de l'article 160 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 précité, remplace la carte de contrôle.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} octobre 2000.

Art. 5. Notre Ministre de l'Emploi et Notre Ministre du Budget, de l'Intégration sociale et de l'Economie sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 septembre 2000.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre du Budget,
de l'Intégration sociale et de l'Economie sociale,
J. VANDE LANOTTE

—
Note

(1) Références au *Moniteur belge* :

Arrêté-loi du 28 décembre 1944, *Moniteur belge* du 30 décembre 1944;

Loi du 25 avril 1963, *Moniteur belge* du 25 juillet 1963;

Loi du 12 août 2000, *Moniteur belge* du 31 août 2000;

Arrêté royal du 14 novembre 1996, *Moniteur belge* du 31 décembre 1996.

5° de andere onderbrekende gebeurtenissen, met inbegrip van de periodes van deeltijdse arbeid, met een duurtijd van korter dan drie volledige kalendermaanden. Nochtans, als de onderbrekende gebeurtenis enkel en volledig te wijten is aan een tewerkstelling met een arbeidsovereenkomst in het kader van het stelsel van gesubsidieerde contractuelen, mag de onderbreking maximum zes volledige kalendermaanden bedragen.

Art. 3. De werknemer bedoeld in artikel 1, A, 1° van dit besluit is, in afwijking van artikel 44 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, gedurende zijn tewerkstelling binnen het kader en volgens de voorwaarden van dit besluit, gerechtigd op een invoeguitkering van 22.000 frank per kalendermaand. Het bedrag van de uitkering is evenwel slechts gelijk aan het nettoloon waarop de werknemer voor de betreffende maand recht heeft, indien dit lager is dan 22.000 frank.

De invoeguitkering wordt beschouwd als een uitkering zoals bedoeld in artikel 7, § 1, derde lid, m, van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de sociale zekerheid der arbeiders en wordt voor de toepassing van artikel 78*sexies* van het voormelde koninklijk besluit van 25 november 1991 behandeld zoals de banenplanuitkering.

De invoeguitkering wordt slechts toegekend indien de volgende voorwaarden gelijktijdig vervuld zijn :

1° teneinde de invoeguitkering te bekomen, dient de werknemer, bij de aanvang van zijn tewerkstelling, een exemplaar van de arbeidsovereenkomst samen met het attest afgeleverd door het werkloosheidsbureau, en, tijdens de tewerkstelling, maandelijks het door de werkgever ingevulde « vergoedingsbewijs » in te dienen bij zijn uitbetalingsinstelling;

2° de arbeidsovereenkomst bedoeld bij 1° bevat bepalingen waaruit blijkt dat de werkgever een attest ontvangen heeft, afgeleverd door het werkloosheidsbureau van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, waarin bevestigd wordt dat de werknemer in aanmerking komt voor de toekenning van een invoeguitkering en dat het door de werkgever te betalen nettoloon bekomen wordt door de invoeguitkering in mindering te brengen van het normale nettoloon voor de beschouwde maand.

De werknemer valt onder toepassing van artikel 78*quinquies*, tweede en derde lid van het voormelde koninklijk besluit van 25 november 1991 en hij wordt voor de toepassing van de artikelen 78*sexies*, 81, zesde lid, 83, § 3, 133, § 1, 13°, 138 en 144, § 2, 6° en 7° van hetzelfde besluit gelijkgesteld met een werknemer die aanspraak maakt op de banenplanuitkering. De tewerkstelling wordt voor de toepassing van dit besluit beschouwd als een wedertewerkstellingsprogramma.

De werkgever overhandigt uit eigen beweging aan de werknemer die aanspraak maakt op de invoeguitkering, na het verstrijken van iedere maand een « vergoedingsbewijs » dat, voor de toepassing van artikel 160 van het voormelde koninklijk besluit van 25 november 1991, de controlekaart vervangt.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 1 oktober 2000.

Art. 5. Onze Minister van Werkgelegenheid en Onze Minister van Begroting, Maatschappelijke Intergratie en Sociale Economie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 25 september 2000.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werkgelegenheid,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Begroting,
Maatschappelijke Integratie en Sociale Economie,
J. VANDE LANOTTE

Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Besluitwet van 28 december 1944, *Belgisch Staatsblad* van 30 december 1944;

Wet van 25 april 1963, *Belgisch Staatsblad* van 25 juli 1963;

Wet van 12 augustus 2000, *Belgisch Staatsblad* van 31 augustus 2000;

Koninklijk besluit van 14 november 1996, *Belgisch Staatsblad* van 31 december 1996.